



Conseil économique et social

Distr. générale
19 mars 2012
Français
Original : anglais

Comité des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2012

21 au 30 mai et 8 juin 2012

Rapports quadriennaux pour la période 2006-2009 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en application de la résolution 1996/31 du Conseil

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Azerbaijan Women and Development Centre	2
2. Institut canadien de recherches sur les femmes	3
3. European Union of Women.....	5
4. EUROSOLAR Turkey.....	7
5. Global Housing Foundation	9
6. Hawa Society for Women	10
7. Forum parlementaire intereuropéen sur la population et le développement	11
8. International Association for Women's Mental Health.....	13
9. Fédération internationale des organisations de formation et de développement	16
10. José Martí Cultural Society	18
11. Kongres Wanita Indonesia	19
12. Leonard Cheshire Disability.....	20
13. Fondation Marmara de recherche stratégique et sociale.....	22
14. National Assembly of Youth Organizations of the Republic of Azerbaijan	24
15. Pro Dignitate Foundation of Human Rights	25



1. Azerbaijan Women and Development Centre

Statut consultatif spécial octroyé en 1998

Introduction

Parmi les organisations non gouvernementales (ONG) qui sont actuellement actives en Azerbaïdjan, le travail des organisations de femmes a également été couronné de succès. Elles participent régulièrement à la vie publique et politique du pays ainsi qu'aux mouvements féminins internationaux. Une de ces organisations est l'Azerbaijan Women and Development Centre, fondée en juin 1994 et enregistrée en juin 1995.

Buts et objectifs de l'organisation

Le principal but de l'organisation consiste à mener des recherches et à mettre en œuvre des activités relatives à la solution de problèmes sociaux en vue de renforcer le rôle et la participation des femmes au processus du développement durable, d'améliorer leur situation et de protéger leurs droits.

L'organisation compte les départements suivants : droits de l'homme, éducation, législation, emploi des femmes et services sociaux, femmes et environnement, santé et famille, jeunesse et paix, et femmes réfugiés et villageoises.

Changements importants survenus dans l'organisation

In 2000, la première organisation pour les enfants a été créée au sein de l'organisation. L'Azerbaijan Child and Youth Peace Network, qui compte des milliers de membres, fonctionne comme un centre de ressources sur les droits de l'homme. En 2001, la première école de commandement et l'Alliance of Non-Governmental Organizations on Child Rights ont été créés au sein du réseau. Les membres du réseau et l'école organisent des formations, des réunions et des activités de détente pour les enfants qui vivent dans des camps pour réfugiés et personnes déplacées, des orphelinats, des pensionnats et des établissements d'éducation surveillées.

Fait également partie intégrante de l'organisation, le Centre de ressources pour les personnes âgées créé en 2001 et dont le but principal consiste à apporter un soutien moral aux personnes âgées, de résoudre en partie leurs problèmes physiques, psychologiques et de santé, et d'organiser leurs loisirs.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation, en coopération avec les bureaux locaux du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a mis en œuvre divers projets importants. La majorité de ses activités soutient les objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation aux réunions des Nations Unies

Depuis 1996, l'organisation est dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social, et est la seule organisation de femmes en Azerbaïdjan qui jouit de ce statut de haut rang. Il permet à l'organisation de désigner ses représentants au Siège des Nations Unies à New York et auprès des offices des

Nations Unies à Vienne et à Genève. L'organisation est un représentant de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) en Azerbaïdjan.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation a participé à la mise en œuvre des programmes du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF, du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et a travaillé en étroite coopération avec l'UNITAR, notamment dans les domaines de la sensibilisation aux droits génésiques, de la maternité sans risque, de la planification des naissances (donner naissance uniquement à des enfants désirés), des maladies sexuellement transmissibles, de la santé des jeunes et d'autres questions en Azerbaïdjan. Un des projets de l'organisation a été la promotion de la santé génésique et de la planification des naissances dans les zones reculées, mis en œuvre avec le soutien financier du Fonds public de soutien aux organisations non gouvernementales, qui relève du président de l'Azerbaïdjan.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La protection de la santé génésique de la population, la naissance d'enfants désirés dans les familles et la prévention de la propagation des maladies infectieuses, notamment du VIH/sida et de l'hépatite C, des maladies mortelles, offrent un fondement pour le développement d'une jeune génération en bonne santé. L'organisation fournit une aide humanitaire, médicale et psychologique dans les domaines de la santé génésique, de la planification des naissances et de l'éducation des enfants dans les écoles maternelles et les centres de réadaptation.

L'organisation est engagée dans la promotion de l'allaitement maternel. Elle est le seul représentant siégeant à l'organisation pour « L'amélioration et la protection de l'allaitement maternel » en Azerbaïdjan. Depuis 1999, l'organisation a mis en œuvre, avec le soutien de l'UNICEF, des projets dans le domaine de l'allaitement maternel en Azerbaïdjan, de l'aide entre mères, de la protection de la maternité par un lieu de travail exempt de soucis, et par le suivi du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, notamment, et a mené des activités de sensibilisation à l'importance de l'allaitement maternel pour la santé des mères et des enfants, ainsi que de la carence en iode. Les centres pour les jeunes enfants et leurs mères ont été créés dans trois établissements de soins de santé et, avec le soutien du personnel du centre, une aide entre mères en matière d'allaitement maternel a été lancée.

2. Institut canadien de recherches sur les femmes

Statut consultatif spécial octroyé en 1998

Introduction

Créé en 1977, l'Institut canadien de recherches sur les femmes est une organisation nationale qui travaille dans les deux langues officielles du Canada, le français et l'anglais, et a des membres dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour mandat de jeter des passerelles entre la recherche communautaire et la recherche académique et d'établir des liens entre la recherche, l'action et le changement social. Elle mène une recherche originale, synthétise la recherche existante et diffuse l'une et l'autre à la fois dans la communauté et à l'université. Son travail est guidé par le Programme d'action de Beijing et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Changements importants survenus dans l'organisation

Jusqu'aux modifications apportées en 2006 par le Gouvernement canadien aux critères de financement, l'organisation recevait la majeure partie de son financement de Condition féminine Canada. Suite à ces modifications, son budget a été sensiblement diminué et provient principalement des cotisations et des dons des membres. Condition féminine Canada ayant supprimé le financement pour la recherche, l'organisation a dû réduire radicalement ses activités (notamment en supprimant le poste de directeur exécutif en 2008), augmenter ses activités de mobilisation de fonds et se porter candidate aux bourses de recherche accordées par des organismes comme le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation a contribué à ancrer une grande partie du travail lié à la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes pour les ONG de femmes au Canada.

L'organisation a continué d'intégrer le travail de divers organes des Nations Unies dans son travail de recherche féministe de base. La participation aux réunions de la Commission de la condition de la femme, des Nations Unies, a permis à l'organisation de rester en contact avec les mouvements plus larges d'ONG.

Participation aux réunions des Nations Unies

Un représentant de l'organisation a assisté à toutes les réunions de la Commission de la condition de la femme pendant la période considérée dans le rapport.

Des articles sur la Commission de la condition de la femme, sur Beijing+10 et sur le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ont été publiés dans notre bulletin d'information national, qui paraît deux fois par an en français et en anglais, et distribué aux personnes et aux institutions membres et, depuis novembre 2007, est disponible sur le site Web de l'organisation.

Un des représentants de l'organisation auprès de la Commission de la condition de la femme a été chargé de cours à l'Université du Saskatchewan sur des sujets liés aux réunions de la Commission. En 2009, des manifestations marquant Beijing+10 ont été organisées à Saskatoon, au Canada.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation coopère avec le Conseil des droits de l'homme, assure sa promotion au Canada et, avec d'autres ONG, fournit un retour d'informations aux

représentants du Gouvernement du Canada concernant les sujets figurant à son ordre du jour.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier l'objectif 3 (Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes), l'organisation a centré sa recherche et ses activités sur les questions qui ont trait à la justice économique et sociale et a continué d'appliquer à cet effet une analyse féministe intersectorielle. Pendant la période considérée dans le rapport, l'organisation a produit trois fiches d'information et six autres publications.

Les ateliers menés avec des organisations féministes de la société civile ont permis à l'organisation de tester et de revoir son guide sur l'utilisation de cadres féministes intersectoriels dans la recherche. En 2007, elle a aussi organisé à Ottawa un forum international intitulé « Women resisting poverty and exclusion: alternative visions and practices » et, en 2008, un atelier pour les femmes d'organisations communautaires et du monde universitaire sur le thème « Community transformations as a result of economic restructuring: learning from women's experience ». L'atelier de 2008 a débouché sur une demande d'alliance de recherche importante entre les communautés et l'université en 2009.

En 2008, l'organisation a mené un projet d'une année visant à saisir les complexités de la vie des femmes, avec un financement du Programme de promotion de la femme de Condition de la femme Canada, en vue de créer des outils concrets avec des organisations communautaires dans trois villes canadiennes pour appliquer un cadre féministe intersectoriel à leur travail.

Informations complémentaires

L'organisation soutient fermement les Nations Unies et ses divers organes et mécanismes. Pour accroître leur impact, l'organisation tente de fournir des versions plus accessibles des documents des Nations Unies. Le fait d'être dotée du statut consultatif spécial a permis à l'organisation de participer à un certain nombre de manifestations et de réunions, ce qui a guidé son travail et a procuré une perspective mondiale sur un certain nombre de questions liées à l'égalité des femmes.

L'organisation apprécie vivement le travail de la Commission en faveur de l'égalité des femmes dans le monde, qui est extrêmement utile par rapport à ses efforts de promotion de l'égalité des femmes au Canada.

3. European Union of Women

Statut consultatif spécial octroyé en 2002

Introduction

L'European Union of Women est une ONG internationale comptant 19 organisations membres, non seulement de l'Union européenne mais de tous les pays d'Europe. Elle est active dans différentes commissions internationales traitant de différents sujets et de questions européennes.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour but d'inciter un plus grand nombre de femmes à s'impliquer dans le processus d'unification de l'Europe et traite plus particulièrement des questions liées aux domaines dans lesquels les femmes peuvent faire la différence. Son objectif est de faire mieux connaître le processus d'unification européen et de promouvoir les valeurs fondamentales de l'Europe.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation est active dans tous les groupes d'ONG au sein des Nations Unies et a des représentantes dans les institutions des Nations Unies à New York, Genève et Vienne. Elle s'efforce aussi d'envoyer des représentantes à toutes les grandes réunions et de présenter ses avis dans des contributions orales et des amendements écrits.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a des représentantes dans toutes les institutions des Nations Unies où les questions qui concernent les femmes sont débattues et participe activement en faisant la promotion de ses idées et de ses valeurs.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation coopère par le biais des forums d'ONG et de ses représentantes dans les institutions des Nations Unies. Elle est membre depuis de nombreuses années de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies, une autre enceinte à laquelle elle participe activement.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

À toutes ses conférences internationales récentes, l'organisation a débattu activement des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a ensuite tenté de faire pression sur ses parlements nationaux et sur le Parlement européen et les institutions des Nations Unies, auxquels tous les documents finals de ses conférences ont été soumis.

Informations complémentaires

Il n'y a pas d'informations complémentaires.

4. EUROSOLAR Turkey

Statut consultatif spécial octroyé en 2006

Introduction

EUROSOLAR Turkey a été constitué en 2002 à Istanbul en tant que section turque d'EUROSOLAR, l'association européenne pour l'énergie renouvelable, fondée en 1988 à Bonn (Allemagne).

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts de l'organisation sont les suivants :

- Promouvoir un avenir durable par la substitution complète de ressources énergétiques renouvelables à l'énergie nucléaire et fossile;
- Modifier les priorités politique classiques et l'infrastructure en faveur de l'énergie renouvelable;
- Rassembler le savoir-faire dans les domaines de la politique, de l'industrie, de la science, de la gestion et de la culture pour promouvoir l'utilisation de l'énergie renouvelable.

Pour atteindre ces buts, l'organisation :

- Jette les fondements de solutions à la dépendance de la consommation énergétique par rapport aux sources de combustible fossiles et encourage l'utilisation du potentiel turc en matière d'énergie renouvelable, incomparablement abondant et varié. À cette fin, l'organisation organise chaque année des conférences et des séminaires qui traitent de solutions en matière d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable pour un développement durable;
- Contribue à l'élaboration de la législation dans le domaine de l'énergie renouvelable en Turquie, en particulier en ce qui concerne l'harmonisation avec la politique de l'Union européenne;
- Mobilise la société civile et la dynamique interne du pays en vue susciter un mouvement durable en faveur d'une politique énergétique non polluante et indépendante. L'organisation est membre de toutes les plates-formes environnementales régionales et membre fondateur de la Plate-forme turque pour l'énergie propre et de la Plate-forme environnementale de Turquie.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation a tenu en juin 2007 à Istanbul (Turquie) son neuvième atelier sur les parcs d'énergie éolienne.

Des représentants de l'organisation ont assisté à plusieurs conférences et activités et y ont fait des exposés, notamment aux suivantes :

- Août 2009 : Plate-forme environnementale de Turquie, Conseil des représentants, Turquie;

- Février 2009 : Séminaire sur le Protocole de Kyoto et les politiques énergétiques, Istanbul, Turquie;
- Février 2009 : Perspectives écologiques en architecture, Istanbul, Turquie;
- Janvier 2009 : Symposium sur les approches écologiques pour les pouvoirs publics locaux, Urfa, Turquie;
- Octobre 2008 : Conférence mondiale sur l'énergie éolienne, Ontario, Canada;
- Octobre 2008 : Conférence sur l'énergie renouvelable, Université de Marmara, Istanbul, Turquie;
- Août 2008 : réunion sur la solidarité en faveur d'une Méditerranée non nucléaire, Mersin, Turquie;
- Mars 2008 : réunion de fondation de la Plate-forme turque pour l'énergie non polluante, Ankara;
- Juin 2008 : groupes de discussion sur l'énergie et l'environnement dans deux municipalités d'Istanbul, Turquie;
- Octobre 2007 : Conférence mondiale sur l'énergie éolienne, Mar del Plata, Argentine;
- Juin 2007 : séminaire sur le rôle des ONG, des universités et de la société civile dans l'élaboration des politiques énergétiques, Van, Turquie;
- Avril 2007 : séminaire sur le changement climatique, Sakarya, Turquie.

Des représentants de l'organisation ont participé à plusieurs émissions de télévision sur l'environnement et l'énergie.

L'organisation, en association avec le siège d'EUROSOLAR, organise la remise annuelle des prix européens pour l'énergie solaire. Les projets novateurs d'application d'énergie renouvelable sont récompensés dans diverses catégories.

Participation aux réunions des Nations Unies

Des représentants ont assisté en décembre 2009 à Copenhague à la Conférence des Nations Unies sur le climat.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation appuient l'objectif 7 du Millénaire pour le développement (Assurer un environnement humain durable). L'organisation est membre de toutes les plates-formes environnementales régionales en Turquie et oriente les activités de ces plates-formes dans le sens de la sensibilisation et de la garantie de la durabilité environnementale par l'efficacité de l'utilisation finale de l'énergie et par l'utilisation d'énergie renouvelable. Les conférences internationales sur l'énergie renouvelable organisées par l'organisation et soutenues par l'Union des municipalités de Turquie comprennent des sessions sur la durabilité environnementale des pouvoirs publics locaux.

L'organisation inaugure actuellement des programmes de formation sur l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique et le développement durable des municipalités.

5. Global Housing Foundation

Statut consultatif spécial octroyé en 2002

Introduction

Global Housing Foundation est une société à but non lucratif constituée en personne morale en vue de faciliter la mise à disposition de logements de prix abordable à l'appui de la mise en œuvre du chapitre III, section A, du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation appuie l'inclusion du droit à l'hébergement parmi les droits de l'homme, tels qu'énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et s'efforce de promouvoir le logement abordable et décent comme moyen d'améliorer les conditions médiocres dans les quartiers de taudis et les colonies de squatters.

Changements importants survenus dans l'organisation

En 2006, le fondateur de l'organisation, un titulaire du prix de l'Habitat Scroll of Honour, est décédé, et une vaste réorganisation a suivi en raison de la récession financière et de son incidence sur les programmes de sécurisation des ensembles résidentiels partout dans le monde.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation œuvre en partenariat avec les Nations Unies dans le cadre d'ONU Habitat et participe à des réseaux d'information avec d'autres organisations actives dans l'offre de logements et des institutions de financement du logement. Par l'intermédiaire de ses membres, elle entretient des contacts avec des représentants des ministères du logement en Amérique centrale, en Europe et en Afrique du Sud. Le personnel et les délégués des Nations Unies sont invités à participer à des sessions de fonds occasionnelles avec des acteurs du secteur public et du secteur privé essentiels pour ce processus.

Participation aux réunions des Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont participé à un grand nombre de conférences du Conseil économique et social, en particulier celles de la Commission du développement durable et de la Commission du développement social, et à toutes les réunions principales d'ONU-Habitat, notamment à la conférence « Sustainable Cities: Urban Design » organisée en 2006 et aux manifestations annuelles de la Journée mondiale de l'habitat. Certains membres ont fait des exposés et ont été invités comme orateurs aux sessions du Forum urbain mondial (Vancouver, Canada, en 2006 et Nanjing, Chine, en 2008). L'organisation était également représentée au Conseil d'administration d'ONU-Habitat en 2007 et 2009 et était membre du Comité des organisations non gouvernementales pour les établissements humains au cours de la période considérée dans le rapport.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le travail de l'organisation soutient principalement l'objectif 7 du Millénaire pour le développement, en améliorant les conditions de vie de 100 millions d'habitants de taudis et, dans une certaine mesure, les objectifs 3 et 8, le premier concernant l'amélioration de la vie des femmes qui vivent dans des logements de qualité médiocre et qui ont besoin d'avoir accès aux terrains et aux possibilités de financement pour leur foyer et les occupations au sein du foyer. Il faut signaler que les femmes qui bénéficient des projets de l'organisation reçoivent également un titre de propriété. Quant à l'objectif 8, concernant la mise en place de partenariats mondiaux en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, des mécanismes financiers novateurs sont, de toute évidence, indispensables pour répondre aux besoins humains, dont l'organisation aspire à développer au moins un.

6. Hawa Society for Women

Statut consultatif spécial octroyé en 2002

Introduction

L'Hawa Society for Women a été fondée en 1983 par Abla Mahdi Abdelmoniem, avec pour but principal d'autonomiser les femmes et de les aider à améliorer leur bien-être social et économique. L'organisation a aidé des centaines de femmes et d'enfants et continue d'adopter de nouveaux programmes chaque année.

Buts et objectifs de l'organisation

Les principaux buts et objectifs de l'organisation sont le développement des capacités, l'atténuation de la pauvreté, la sécurité alimentaire, le développement des communautés, la consolidation de la paix et le développement des ONG nationales et internationales œuvrant dans les mêmes domaines. L'organisation vise à autonomiser les femmes en renforçant leur rôle dans la société et à les instruire de leurs droits, ainsi qu'à sensibiliser fortement les communautés.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Entre autres facteurs, l'organisation travaille sous les conseils moraux et la direction des Nations Unies. Elle s'efforce pour cela d'instruire les personnes de leurs droits conformément aux droits humains élémentaires. De plus, l'organisation ne cesse de prôner l'équilibre et l'égalité entre les sexes et d'œuvrer dans ce sens. Elle déploie également d'importants efforts en termes de développement des capacités et pour aider les groupes vulnérables à s'autonomiser en adoptant des activités de réadaptation qui leur permettent de subvenir à leurs propres besoins et d'échapper à la pauvreté.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Activité préparatoire, Sommet mondial de l'alimentation, Rome;
- Session annuelle de la Commission de la condition de la femme. A organisé une manifestation relative à l'autonomisation économique avec la collaboration des sections Égypte et Soudan de la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales;
- Conférence sur les petites entreprises [Organisation internationale du Travail (OIT)] Égypte, 2009);
- Plusieurs manifestations pendant les sessions du Conseil des droits de l'homme (2006-2009).

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation travaille en collaboration avec les organes des Nations Unies, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à des projets relatifs à la sécurité alimentaire, et l'OIT en ce qui concerne l'autonomisation économique des femmes. Suite à l'extension de ses programmes, l'organisation entend travailler avec un plus grand nombre d'organes des Nations Unies dans l'espoir d'améliorer les moyens de subsistance des personnes vulnérable qu'elle veut aider.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. L'organisation œuvre à diverses activités, notamment le soutien aux petites entreprises, la diminution des taux de pauvreté et les moyens d'autosubsistance pour les personnes.

Objectif 3. L'organisation est fondée sur la conviction que l'égalité des sexes doit être réalisée partout dans le monde. À cette fin, elle travaille avec les femmes de la communauté locale pour renforcer leur condition économique et sociale. Le travail de l'organisation inclut l'aide aux femmes pour la création et la tenue de petites entreprises qui les aiderait à assurer leur propre subsistance.

Objectifs 4 et 5. La santé infantile et la santé maternelle étaient les principaux objectifs de la formation des sages-femmes dispensée par l'organisation.

7. Forum parlementaire intereuropéen sur la population et le développement

Statut consultatif spécial octroyé en 2006

Introduction

L'organisation est un réseau parlementaire établi à Bruxelles qui sert de plateforme pour la coopération et la coordination pour plus de 27 groupes de tous les partis dans les différents parlements en Europe qui sont centrés sur l'amélioration de la santé et les droits sexuels et génésiques dans leur pays et à l'étranger par le biais des budgets nationaux et régionaux de la santé et de l'aide extérieure. Elle

rassemble aujourd'hui 27 groupes parlementaires et son Président actuel est George Tsereteli, Vice-Président du parlement de la Géorgie.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation estime que les parlementaires ont la possibilité et le devoir de promouvoir la santé et les droits sexuels et génésiques et l'égalité des sexes, qui sont des facteurs fondamentaux de dignité humaine et jouent un rôle essentiel dans le développement humain.

L'organisation fournit aux parlementaires un contexte paneuropéen pour forger le consensus et collaborer aux stratégies de mobilisation des ressources.

Changements importants survenus dans l'organisation

Les statuts de l'organisation ont été modifiés en 2008.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

En octobre 2009, l'organisation a participé à Addis-Abeba, avec une délégation de 30 parlementaires européens, à la Conférence internationale des parlementaires sur l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD).

Pendant la période considérée, l'organisation a lancé et organisé les réunions des parlementaires du G-8.

Participation aux réunions des Nations Unies

En 2008, l'organisation a dépêché une délégation de 10 parlementaires à la cinquante-deuxième session de la Commission du statut de la femme. Elle a aussi envoyé une délégation de six parlementaires d'Europe à la quarante-deuxième session de la Commission de la population et du développement.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

En septembre 2007, l'organisation a organisé, conjointement avec le FNUAP, un séminaire de clôture pour le programme commun FNUAP-Union européenne pour l'initiative « Santé de la jeunesse en matière de procréation en Asie ». En juin 2006, l'organisation, le FNUAP et l'Union européenne ont lancé l'initiative « Santé de la jeunesse en matière de procréation dans le Sud Caucase ».

En octobre 2008, l'organisation, en collaboration avec le Belgian All-Party Parliamentary Group on Population and Development et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, a organisé une conférence internationale de haut niveau sur l'avenir de l'implication des parlementaires dans la santé et le développement dans le monde.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période considérée, l'organisation a organisé 20 visites de parlementaires sur le terrain, axée sur les objectifs du Millénaire pour le développement, amenant au total 142 parlementaires européens dans des pays en développement.

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile

En 2009, l'organisation a rejoint Action For Global Health, un réseau européen d'ONG qui prône un rôle actif de l'Europe pour permettre aux pays en développement d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015.

En novembre 2009, l'organisation a été invitée par GAVI Alliance à envoyer une délégation de 10 membres au Quatrième Forum des partenaires de GAVI Alliance, organisé au Viet Nam.

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle

En 2006, l'organisation a organisé un atelier consacré à la santé et aux droits sexuels et génésiques et aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

En 2006, l'organisation s'est jointe à 10 organisations de la société civile d'Europe pour lancer un projet de trois ans intitulé Alliance européenne contre le paludisme.

En avril 2007, l'organisation a créé son groupe spécial sur le paludisme avec le Malaria Consortium et l'UK All-Party Parliamentary Group on Malaria and Neglected Tropical Diseases.

De 2007 à 2009, des membres du groupe spécial « paludisme » de l'organisation ont organisé des manifestations partout en Europe pour célébrer la Journée mondiale contre le paludisme.

En décembre 2008, l'organisation a envoyé une délégation de huit membres parlementaires pour participer au Forum du Fonds mondial à Dakar.

8. International Association for Women's Mental Health**Statut consultatif spécial octroyé en 2006****Introduction**

L'International Association for Women's Mental Health est une organisation non gouvernementale à but non lucratif constituée en 2001 pour améliorer la santé mentale des femmes dans le monde.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de l'organisation consiste à :

- Améliorer la santé mentale des femmes dans le monde;
- Étendre le fonds de connaissances relatives à la santé mentale des femmes;
- Promouvoir des services de santé mentale pour les femmes qui sont sensibles à la dimension de genre et renforcent leur autonomie;
- Créer un réseau de sociétés et de sections nationales et internationales consacrées à la santé mentale des femmes.

Grâce à la collaboration et aux réseaux internationaux, l'organisation vise à promouvoir la recherche dans les domaines suivants :

- Les facteurs sociaux, économiques, éthiques, juridiques, culturels, psychologiques et biologiques qui affectent la santé mentale des femmes;
- Les rôles des femmes dans le mariage, la famille et la société, et leurs effets sur la santé mentale;
- Les causes, les effets et l'élimination de la violence domestique et de la violence à l'égard des femmes;
- Les causes, le traitement et la prévention des maladies mentales ou des troubles mentaux propres aux femmes ou plus fréquentes, plus sévères ou qui présentent des facteurs de risque ou des résultats différents dans le cas des femmes;
- Les effets des traitements différents selon le sexe;
- Les sciences de base pertinentes par rapport aux différences entre les sexes et à la biologie féminine.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y pas eu de changements, si ce n'est un effectif de membres plus important et plus large.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

- L'organisation est un membre actif du Comité des organisations non gouvernementales sur la santé mentale et a contribué au document final de 2009 de la société civile sur la santé publique.
- L'organisation a contribué à plusieurs déclarations et les a approuvées, notamment la déclaration relative au financement pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, sur le partage égal des responsabilités entre les femmes et les hommes et sur la prise en charge des personnes atteintes du VIH/sida.
- L'organisation a approuvé plusieurs déclarations adressées au Conseil des droits de l'homme sur l'éradication de l'extrême pauvreté comme condition de la paix; sur la relation entre les populations autochtones et le droit humain à la paix; sur les droits de l'homme par rapport au racisme, à la xénophobie et à d'autres formes de discrimination; sur l'approche du droits humain à la paix par rapport à la dimension de genre; et sur le droit humain à la paix et la migration.

Participation aux réunions des Nations Unies

Un représentant de l'organisation a assisté à la session de 2009 de la Commission de la condition de la femme et a fait des exposés à deux symposiums connexes sur la santé mentale des femmes. L'organisation manque de fonds pour les déplacements.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation :

- A élaboré des déclarations par consensus sur la violence envers les femmes et sur la santé mentale des femmes, déclarations qui ont été approuvées par plus de 130 organisations internationales et publiées dans *World Psychiatry*;
- A mené une enquête sur le signalement des actes de violence entre les enfants et des actes de violence sexuelle à l'égard des femmes, et sur les politiques dans ces domaines, enquête dont les résultats ont été publiés dans *World Psychiatry*;
- A contribué à la rédaction du document de l'Organisation mondiale de la Santé sur les maladies mentales maternelles;
- A participé à la campagne « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes » (2008-2009), au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et au Programme d'action de Beijing en informant mieux le public et les professionnels à ses congrès et à ses réunions régionales;
- A plaidé, par ses symposiums et ses publications, en faveur des initiatives prises par le Conseil économique et social dans les domaines de la santé publique, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, prises aux réunions et aux congrès du Conseil.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation ont été centrées sur la promotion de l'égalité des sexes et sur l'autonomisation des femmes par l'organisation de conférences ou par la participation à celles-ci en 2006 (Medellin, Colombie; Lima; Madrid; Istanbul, Turquie; et Tunis); en 2007 (Australie, Brésil, Colombie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suisse); en 2008 (Espagne, Pérou et République tchèque); et en 2009 [Arabie saoudite, États-Unis d'Amérique, Inde, Italie, Japon, et Venezuela (République bolivarienne du)]. Ces conférences traitaient des droits humains des femmes malades, de la violence à l'égard des femmes, de l'éducation des femmes, de leur autonomisation économique, de leur santé et de leurs droits et leur santé sexuelle et génésique.

Les représentants de l'organisation ont aussi rédigé sur ces sujets de nombreux articles publiés dans des revues scientifiques et dans la presse non spécialisée.

Informations complémentaires

L'organisation a organisé des congrès internationaux pluridisciplinaires à Melbourne (Australie, 2008) sur la santé mentale des femmes, auxquels ont assisté plus de 700 délégués de 52 pays. *Archives of Women's Mental Health*, sa revue officielle, est reconnue comme une revue de premier plan dans les domaines de la recherche en éducation et de la promotion de la santé mentale des femmes.

9. Fédération internationale des organisations de formation et de développement

Statut consultatif spécial octroyé en 2002

Introduction

La Fédération internationale des organisations de formation et de développement a été fondée en 1972, à Genève, pour développer et maintenir un réseau mondial voué à l'identification, au développement et au transfert de connaissances, de compétences et de technologie pour améliorer l'épanouissement personnel, la performance humaine, la productivité et le développement durable.

Elle constitue l'organisation de formation et de développement la plus multinationale et multiculturelle au monde, avec à sa tête un conseil d'administration véritablement diversifié. Ses membres forment un réseau mondial fortement diversifié d'organisations de gestion et de développement des ressources humaines reliant les responsables des ressources humaines dans les sociétés, entreprises, universités, bureaux de consultants et organisations gouvernementales. Elle représente actuellement plus de 500 000 spécialistes dans plus de 30 pays.

L'organisation est enregistrée en tant qu'organisation caritative auprès de la Charity Commission et en tant que société à responsabilité limitée par garanties en Angleterre et au pays de Galles. Aux États-Unis d'Amérique, elle est enregistrée en tant qu'organisation bénévole sous le numéro 501 (30).

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation entend être une ressource unique et efficace pour les professionnels du développement des ressources humaines et œuvrer à l'échelle mondiale à une vie meilleure. Il a pour mission de promouvoir le concept du développement des ressources humaines en tant qu'outil organisationnel efficace dans tous les secteurs de la société en vue de renforcer l'efficacité personnelle et organisationnelle.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants dans l'organisation. Le conseil d'administration est international et ses membres proviennent de divers pays. Des élections sont organisées régulièrement chaque année conformément au mémorandum de l'organisation et aux statuts de l'organisation.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Les représentants de l'organisation auprès des Nations Unies ont fait des exposés sur des sujets et des questions qui intéressent les Nations Unies lors des conférences annuelles de l'organisation qui ont lieu dans divers pays. Ses organisations membres sont ainsi tenues informées des progrès des Nations Unies et des questions d'actualité.

L'organisation est membre de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies et est active dans ces réunions sur la zone de Genève. L'organisation est aussi membre actif de l'Association mondiale des organisations non gouvernementales.

Participation aux réunions des Nations Unies

Le représentant de l'organisation a participé à plusieurs réunions des Nations Unies. Richard A. Zeif a été le conseiller spécial auprès du Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. L'organisation est représentée à toutes les séances d'information et à toutes les réunions importantes à New York et ailleurs.

M. Uddesh Kohli, le Secrétaire général de l'organisation, a assisté à toutes les réunions dans le cadre du Pacte mondial des Nations Unies qui ont eu lieu entre 2006 et 2009. Il a participé par ailleurs aux réunions des groupes de travail de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international en 2008 et 2009.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation a travaillé en étroite coopération avec l'OIT. Tony Twigger, Directeur exécutif de 2006 à 2008, a travaillé sur plusieurs projets de l'OIT, résumés ci-dessous :

- Proposition d'un projet de l'OIT au Bangladesh financé par l'Union européenne et réalisé en avril 2006;
- Mission financée par l'OIT en vue d'examiner le système de formation en République islamique d'Iran, effectuée en novembre décembre 2006;
- Évaluation externe indépendante d'un projet de l'OIT sur le développement des compétences pour la reconstruction et le redressement du Kosovo, commandé par l'OIT à la fin de 2007;
- Examen du système de formation professionnelle au Soudan en vue d'évaluer le système d'enseignement et de formation professionnels, de formuler une stratégie pour l'élaboration d'un système plus réactif et de partager les résultats immédiats avec les parties prenantes du système (décembre 2007);
- Le Secrétaire général de l'organisation a été impliqué dès le début dans le Pacte mondial des Nations Unies. Il a assisté à toutes les réunions dans le cadre du programme et a été désigné conseiller principal du programme.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Secrétaire général de l'organisation, par sa participation au Pacte mondial des Nations Unies, a œuvré à la sensibilisation aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Informations complémentaires

L'organisation, conjointement avec ses organisations membres, a organisé ses conférences mondiales annuelles dans différents pays. Elle a aussi publié ses publications et ses bulletins d'information, diffusé des informations sur son site Web et mené des projets spécialisés. Toutes ces activités ont contribué à l'échange de connaissances et d'expériences et à faire connaître de meilleurs systèmes et de meilleures technologies pour le développement des ressources humaines.

10. José Martí Cultural Society

Statut consultatif spécial octroyé en 2002

Introduction

La José Martí Cultural Society compte 15 sections provinciales et 1 dans la municipalité spéciale d'Isla de la Juventud à Cuba, ainsi que dans 33 conseils municipaux. Elle rassemble 10 200 membres regroupés dans tout le pays dans 653 clubs Martí qui sont ses organisations de base.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation travaille en conformité avec les objectifs du Conseil économique et social et, de manière générale, des Nations Unies : la défense de la paix et la coexistence pacifique entre tous les peuples; le développement durable, en mettant l'accent sur le respect de l'environnement; et la lutte contre toutes les formes de racisme et de discrimination fondée sur la race, le sexe ou la religion, conformément à la Charte des Nations Unies. Pendant la période considérée, l'organisation a systématiquement élaboré des mesures au niveau national et des municipalités pour la promotion des valeurs civiques, de la paix et de la solidarité, en mettant l'accent sur les écoles et les enfants, les adolescents et les jeunes. L'organisation a aussi centré son travail sur les médias de masse en vue de promouvoir les valeurs liées à l'éthique, à la culture, à l'école et à la famille. L'organisation soutient aussi les personnes âgées par son travail avec les clubs Martí.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation est un des principaux promoteurs du projet José Martí de solidarité mondiale, approuvé en 2003 à la trente-deuxième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Le Conseil mondial du projet est constitué de 50 personnalités internationales et son but est de promouvoir la paix et le développement. La deuxième Conférence pour l'équilibre du monde a eu lieu en 2008 sous le parrainage de l'UNESCO. L'organisation a présenté une contribution écrite au Conseil des droits de l'homme à Genève (Groupe de travail sur l'examen périodique universel) en 2009.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le droit fil de l'objectif 7 du Millénaire pour le développement, l'organisation s'emploie à promouvoir les forêts et les jardins portant le nom de José Martí, dans le cadre des initiatives visant à contribuer à la formation de valeurs pour la protection et le maintien des ressources naturelles et à éduquer les jeunes à la préservation de l'environnement, et à créer une culture qui favorise le développement durable, en s'inspirant des idées de José Martí. Chaque année, l'organisation organise un colloque consacré à José Martí et à la culture de la nature. Ce colloque constitue un événement national qui a contribué à la promotion des idées de défense de l'environnement et à la plantation de plus de 500 bois et jardins dans tout le pays.

Informations complémentaires

Pendant la période considérée, l'organisation a défendu les idées de José Martí dans des pays des Amériques et d'Europe, notamment par la création de clubs Martí au Canada, en Espagne, en Italie, au Mexique, au Panama et au Portugal. Elle a également publié *Honda*, son magazine trimestriel, dont 30 numéros de 3 000 exemplaires chacun ont été distribués dans tout le pays. Des numéros spéciaux ont été consacrés à des sujets que la bioéthique, la culture de la nature et les idées des patriotes et fondateurs de Cuba, d'Amérique latine et des Caraïbes, notamment.

11. Kongres Wanita Indonesia

Statut consultatif spécial octroyé en 1998

Introduction

Kongres Wanita Indonesia a été fondé en décembre 1928, lors du Congrès des organisations de femmes indonésiennes. Inspiré par l'esprit de l'Indonesian Youth Pledge, le Congrès a abouti à un engagement mutuel de travailler ensemble comme une seule union. Cela a mené à la création d'une fédération d'organisations de femmes, connue aujourd'hui sous le nom de Kongres Wanita Indonesia.

Dans son évolution, outre ses efforts pour aboutir à l'égalité des droits et de la condition de la femme, l'organisation a aussi travaillé activement main dans la main avec les hommes du front de la guerre d'indépendance entre 1945 et 1949. Ses efforts pour instaurer l'égalité des droits, des responsabilités et des possibilités pour les hommes et les femmes sont reconnus dans la Constitution de l'État de 1945.

Buts et objectif de l'organisation

La philosophie de l'organisation est le renforcement de la lutte, de l'unité et de la coopération de toutes les organisations féminines en tant que fédération, dans la foi résolue en Dieu, dans l'indépendance, dans un degré élevé de dignité, d'égalité et de justice, inspirés par les droits de l'homme et la démocratie.

L'organisation a pour mission :

- De coordonner et d'unir les femmes dans tous les aspects de la vie;
- De mener les aspirations et les luttes des femmes indonésiennes dans tous leurs aspects, qu'ils soient nationaux, régionaux ou internationaux;
- De lutter pour l'équité et l'égalité des sexes dans la famille et la vie sociale aux niveaux national et international;
- D'augmenter le rôle et les possibilités des femmes dans les institutions législatives, exécutives, judiciaires et non gouvernementales.

Les principaux buts de l'organisation sont la coordination des efforts des femmes dans un exercice concerté et la promotion de l'application entière de l'égalité des droits des femmes, de leurs responsabilités et de leurs possibilités, de manière à positionner les femmes comme partenaires égales des hommes dans le développement national, la famille, la communauté et la société mondiale.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Les partenaires de l'organisation sont, entre autres, les entités des Nations Unies en Indonésie : le Centre d'information des Nations Unies, l'UNESCO, l'UNICEF, le PNUD, UNIFEM, le FNUAP et l'OIT, ainsi que des organes internationaux comme la Fondation Ford, l'Asia Foundation, l'Agence canadienne de développement international, l'Agence australienne pour le développement international et les ambassades étrangères.

Participation aux réunions des Nations Unies

Il n'y a pas eu de participation au cours de la période considérée.

Coopération avec les organisations des Nations Unies

L'organisation est membre du Conseil international des femmes.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a appuyé la réglementation du Gouvernement visant à protéger les femmes et les enfants contre la violence domestique et la traite, conformément au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Elle conduit le dialogue et les réunions avec les responsables, au cours desquelles elle insiste sur le fait que la traite constitue une violation des droits de l'homme.

En 2008, afin d'améliorer les connaissances de la gestion et des coopératives chez les femmes indonésiennes, l'organisation a tenu, en coopération avec le Ministère des coopératives, une formation à la gestion des coopératives et un séminaire sur l'autonomisation des femmes dans l'économie par les petites et moyennes entreprises, et sur les droits des consommateurs.

Afin de mettre en œuvre la loi sur les droits et la protection de l'enfant, l'organisation a élaboré un projet d'autonomisation des enfants des rues. Une formation qualifiante, des bourses, plusieurs bibliothèques mobiles et plusieurs services de santé publique ont été mis à leur disposition.

Pendant la période considérée, l'organisation s'est efforcée d'autonomiser les femmes par le développement durable et la préservation de l'environnement et de développer l'économie par le recyclage.

Informations complémentaires

Il n'y a pas d'informations complémentaires.

12. Leonard Cheshire Disability

Statut consultatif spécial octroyé en 2006

Introduction

Œuvrant avec des partenaires dans 54 pays, Leonard Cheshire Disability, fondé en 1948, exécute des programmes dans les domaines de l'éducation inclusive, des moyens de subsistance, du soutien à la vie quotidienne, du développement des capacités des partenaires locaux, des campagnes et de la promotion. Un ensemble

d'éléments probants pour sa politique et ses programmes est fourni par le Leonard Cheshire Disability and Inclusive Development Centre, qui est géré conjointement par l'University College London et se spécialise dans la recherche qualitative et quantitative de classe mondiale dans les domaines du handicap et du développement international.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de l'organisation consiste à permettre aux personnes handicapées d'améliorer leur qualité de vie et de faire campagne pour la levée des obstacles qui les entravent. Dans ses programmes et ses activités, elle assure la promotion et la défense de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et d'autres instruments internationaux qui visent à promouvoir et à protéger les droits des personnes handicapées. Qu'elle mène campagne et mobilise d'autres ou soutienne l'innovation et le respect des normes dans l'exécution des services, elle s'efforce de changer les attitudes et les réactions face au handicap et d'avoir un effet positif sur la politique aux niveaux mondial, régional et national.

Changements importants dans l'organisation

Pendant la période considérée, le programme de promotion Young Voices de l'organisation s'est étendu de 6 à 20 pays. Ce programme développe la capacité des jeunes handicapés à défendre leurs droits au titre de la Convention. L'organisation a dès lors été en mesure de faire entendre la voix d'un des groupes les plus marginalisés au cœur du système des Nations Unies. On trouve plusieurs exemples de ce travail de campagnes de promotion de la Convention à l'adresse <http://youngvoices.lcdisability.org>.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Outre les réponses qu'elle apporte régulièrement aux consultations des Nations Unies, l'organisation répond aux demandes directes d'assistance du système des Nations Unies. En 2009, par exemple, Vernor Muñoz, le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, a demandé à l'organisation de fournir pour son propre rapport une section sur l'éducation inclusive et sur l'objectif 2 du Millénaire pour le développement. Un autre exemple est celui où, en 2006, l'organisation a contribué à l'élaboration d'une note d'information des Nations Unies relative aux jeunes handicapés, à la demande du secrétariat du Comité des droits des personnes handicapées.

Participation aux réunions des Nations Unies

En 2006, des représentants de son programme Young Voices (des jeunes handicapés du monde du Sud) ont assisté à la réunion d'un comité ad hoc sur une convention internationale globale et intégrale relative à la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées, et l'organisation a accueilli une manifestation parallèle qui a été largement vantée pour avoir contribué à intégrer les jeunes handicapés du monde du Sud dans les processus des ONG, ce qui a influé sur le résultat du processus du comité ad hoc. Le personnel de l'organisation et les défenseurs des Young Voices ont également assisté à des réunions ultérieures du comité ad hoc. Le personnel a assisté aux sessions de la Commission du développement social en 2008 et 2009 et a fait une déclaration écrite les deux années. En 2009, l'organisation a présidé une manifestation parallèle au nom de

l'International Disability and Development Consortium sur le développement sans exclusion. Le personnel a aussi assisté régulièrement aux réunions du Conseil des droits de l'homme à Genève et à la Conférences des États parties à la Convention relatives aux droits des personnes handicapées. L'organisation a aussi pris la parole, en 2009, au Groupe d'appui interorganisations sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

En 2008, l'organisation a accueilli à Addis-Abeba, conjointement avec une conférence internationale majeure sur la Commission économique pour l'Afrique.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2009, le personnel de l'organisation a participé à la réunion, dont il a assuré la présidence, du groupe d'experts des Nations Unies sur l'intégration du handicap dans les politiques, les processus et les mécanismes liés aux objectifs du Millénaire pour le développement. Le rapport issu de la réunion a eu une incidence sur l'approche adoptée par les institutions des Nations Unies envers l'inclusion des personnes handicapées dans les processus de suivi, comme la résolution de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement pour les personnes handicapées. En outre, la coopération entre la Campagne objectifs du Millénaire, l'organisation et d'autres membres de l'International Disability and Development Consortium a produit le site Web www.IncludeEverybody.org, dont le but est de promouvoir la dimension du handicap dans les objectifs du Millénaire pour le développement auprès des gouvernements, des décideurs et des grandes ONG.

13. Fondation Marmara de recherche stratégique et sociale

Statut consultatif spécial octroyé en 2002

Introduction

La Fondation Marmara de recherche stratégique et sociale est une société privée d'utilité publique qui est active à Istanbul (Turquie) depuis 1985. Pendant plus de deux décennies, l'organisation a eu le privilège de travailler avec des hommes d'État, des responsables publics, des parlementaires, des universitaires, des présidents et des administrateurs de chambres de commerce et d'industrie, ainsi qu'avec divers représentants d'ONG à travers le monde qui s'intéressent à son travail. Jouissant d'une grande notoriété dans de nombreuses parties de la Turquie, l'organisation contribue à façonner l'opinion publique par ses réunions et des manifestations et a acquis une position éminente parmi les ONG du pays.

L'organisation étudie les questions non seulement mondiales comme l'économie, l'administration, la sécurité et la défense, mais aussi régionales, comme l'Union européenne, le Moyen-Orient, l'Asie, Chypre, les Balkans et le Caucase, en préparant et en organisant des ateliers et en publiant des documents avec le soutien de son conseil académique.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour but de faire mieux connaître les questions essentielles par ses réunions, ses conférences et ses manifestations en Turquie et à l'étranger. Son principal objectif est d'encourager la coopération sociale, économique et politique en vue de promouvoir le développement humain.

L'organisation vise à promouvoir la compréhension réciproque et le dialogue entre les cultures, les religions, les sociétés civiles et les gouvernements et encourage la coopération sociale, économique et politique entre pays voisins en vue d'aboutir à des conditions de paix stables et durables.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation a participé aux élections générales au Kazakhstan en août 2007, à l'élection présidentielle en Azerbaïdjan en octobre 2008 et en qualité d'observateur sous la coordination des Nations Unies.

Participation aux réunions des Nations Unies

- L'organisation a participé à la réunion préparatoire pour le débat de haut niveau de la session de fond de 2006 du Conseil économique et social sur « L'instauration, aux niveaux national et international, d'un climat propice au plein emploi productif et à un travail décent pour tous, et son incidence sur le développement durable », en avril 2006 à New York.
- Des représentants de l'organisation ont assisté à la réunion du Conseil en février 2008 à New York.
- Un représentant de l'organisation a assisté à la quarante-sixième session de la Commission du développement social en février 2008 au Siège des Nations Unies.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 3

- En janvier 2006, l'organisation a réalisé son projet Social Total Organization Project (STOP), dont le but était d'améliorer les chances d'emploi des 120 jeunes femmes qui n'avaient pas reçu de formation universitaire.
- L'organisation, en coopération avec l'Université d'économie d'Izmir et le Chambre de commerce d'Izmir, a tenu des conférences sur les effets de l'Union européenne sur le développement socioéconomique des femmes, en juin 2006 à Izmir (Turquie).
- En février 2007, l'organisation a créé la Plate-forme pour le développement durable en vue de produire des solutions et des modèles novateurs pour le développement économique, social et environnemental aux niveaux régional et mondial.
- L'organisation a publié, en juin 2007, un ouvrage sur les politiques et les plans d'action pour les femmes pour la période 2007-2012.
- Un projet a été réalisé par l'Union européenne et la Plate-forme des droits de l'homme en vue d'améliorer le statut social des jeunes femmes par l'apiculture

et la production de miel organique dans les zones rurales entre novembre 2007 et septembre 2008 dans le nord-ouest de la région de Marmara.

- Un projet a été mené en mars 2007 en collaboration avec la municipalité de Kadıköy (Istanbul) et l'Université de Marmara sur le développement par l'amélioration de l'esprit d'entreprise des femmes.
- Des sessions consacrées aux femmes ont été organisées lors des sommets économiques eurasiatiques, des réunions annuelles de participants au niveau ministériel de 48 pays pour encourager le développement de la coopération sociale, économique et politique.

Objectif 7

- Un projet a été mené par l'Union européenne et la Plate-forme des droits de l'homme visant à améliorer le statut social des jeunes femmes par l'apiculture et la production de miel organique dans les zones rurales entre novembre 2007 et septembre 2008 dans le nord-ouest de la région de Marmara.
- En février 2007, l'organisation a créé la Plate-forme du développement durable en vue de produire des solutions et des modèles novateurs pour le développement économique, social et environnemental aux niveaux régional et mondial.

Objectif 8

- Les sommets économiques, les réunions annuelles de participants au niveau ministériel de 48 pays pour encourager le développement de la coopération sociale, économique et politique.
- « Peace and love Iftar dinners », des réunions annuelles auxquelles ont assisté des chefs religieux de divers religions et où le dialogue interculturel a été encouragé.

14. National Assembly of Youth Organizations of the Republic of Azerbaijan

Statut consultatif spécial octroyé en 2002

Introduction

La National Assembly of Youth Organizations of the Republic of Azerbaijan a été créée le 21 novembre 1995 par 11 organisations de jeunesse. L'organisation est une plate-forme unifiée de jeunes et la première organisation de jeunes, centre de coopération et médiateurs des structures de jeunes qui organise l'intégration internationale des jeunes. Elle est membre à part entière du Youth Forum européen (Youth Forum Jeunesse).

Buts et objectifs de l'organisation

Les tâches de l'organisation sont les suivantes :

- Garantir les droits des jeunes;
- Accroître la participation des jeunes et des organisations de jeunes au processus décisionnels;

- Avoir un impact positif sur l'élaboration des politiques qui concernent les jeunes et les organisations de jeunesse;
- Créer des organisations de jeunesse indépendantes et durables au niveau national;
- Organiser l'échange de connaissance, d'idées et d'expérience;
- Coordonner les activités des organisations membres d'enfants et de jeunes et soutenir leur développement;
- Représenter les intérêts des jeunes et des organisations de jeunes aux niveaux national, régional et international;
- Mener un travail coopératif de protection des droits et de solution des problèmes des jeunes;
- Réaliser la solidarité entre les jeunes et les organisations de jeunes dans la solution des problèmes nationaux.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

En 2008 et 2009, l'organisation a organisé un programme de formation à l'éducation par les pairs.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation est un participant actif de l'United Nations Interagency Group on Young People's Health Development and Protection, qui bénéficie de l'appui de l'UNICEF en Azerbaïdjan.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

2008-2009 – Pendant le projet « Healthy lifestyle and sport », l'organisation, en coopération avec les Nations Unies, a organisé une formation régionale pour promouvoir un style de vie sain et le sport chez les jeunes en Azerbaïdjan.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

2008-2009 – Le programme de formation sur l'éducation par les pairs a contribué à promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement.

15. Pro Dignitate Foundation of Human Rights

Statut consultatif spécial octroyé en 2002

Introduction

L'organisation a pour but de promouvoir les droits de l'homme par des études scientifiques, la planification et la promotion et l'évaluation des mesures préventives et autres mesures prises en défense des droits de l'homme.

Pour accomplir cet objectif, l'organisation propose :

- De promouvoir des sessions et des études scientifiques périodiques sur le lien entre les violations potentielles des droits de l'homme et la violence dans la société;
- D'organiser des conférences, des cours et des séminaires sur des thèmes liés à ses buts;
- De rassembler, d'examiner et de divulguer des informations sur les droits de l'homme et la prévention de la violence individuelle et sociale;
- De planifier, promouvoir et évaluer des mesures pour empêcher la violence;
- D'assurer une intervention permanente dans les procédures, les initiatives et les activités d'entités nationales publiques et privées ainsi que des entités internationales spécialisées qui pourrait violer des droits humains ou engendrer de la violence;
- De promouvoir les actions de solidarité et le soutien dans des situations de violations des droits de l'homme et de violence.

Buts et objectifs de l'organisation

Les activités de l'organisation sont menées par les moyens suivants :

- Publication de brochures et de discours de séminaires et de conférences sur l'éducation pour la paix, la prévention de la violence à l'école, dans la famille, dans les médias et dans la société;
- Promotion de campagnes dans les écoles, les entreprises et les médias en vue de collecter des documents scolaires pour les écoles qui en ont besoin dans les pays lusophones. Ces campagnes, intitulées « Éduquer pour la solidarité », ont débuté en 1996 en Angola et ont été poursuivies au Cap-Vert, en Guinée, au Mozambique, à Sao Tomé-et-Principe et au Timor-Leste. À ce jour, 440 tonnes de documents ont été envoyés à ces pays.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants.

Participation aux réunions des Nations Unies

Séminaires à Lisbonne pour célébrer la Journée des droits de l'homme avec le Centre régional d'information des Nations Unies à Bruxelles.

Coopération avec les organismes des Nations Unies comme l'UNESCO, le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau et la Radio des Nations Unies (New York).